DANS QUEL PIEGE S'EST MISE VALERIE PECRESSE ?

Communiqué du SNESUP du 11 février 2009

Après l'exceptionnelle journée de grève et de manifestations du mardi 10 février où plusieurs dizaines d'enseignants-chercheurs, d'enseignants, de chercheurs, de personnels techniques et administratifs étaient activement dans la grève, après des manifestations qui, partout en France, ont rassemblé près de 100.000 personnes, le gouvernement et singulièrement la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ne peuvent s'en tenir à de pauvres finasseries. Le SNESUP refuse de se rendre aujourd'hui à une réunion annoncée comme un "show" et à une véritable mascarade quant à son ordre du jour.
Le SNESUP porte comme organisation syndicale responsable les quatre revendications solidaires soutenues par des dizaines de milliers de collègues et par l'opinion. La réponse du gouvernement ne peut se limiter à une opération de communication et à la promotion d'une médiation sans objet puisque nos revendications sont connues et que la ministre doit assumer la responsabilité des choix politiques du ministère qu'elle dirige. L'attitude du SNESUP est responsable, porteuse de sens comme des propositions connues d'améliorations du service public d'enseignement supérieur et de recherche, améliorations liées aux moyens, aux statuts, à l'intensité et au respect de la vie démocratique des établissements et de la communauté scientifique.

La ministre est prise à son propre piège. Aujourd'hui, au risque qu'elle ne peut pas courir de décrédibiliser les organisations minoritaires et ses autres invités de l'après-midi, elle est, selon nous, dans l'obligation d'annoncer sans ambiguïté
- le retrait du texte statutaire du Conseil d'Etat,
- le maintien dans la forme actuelle des concours des professeurs d'écoles et CAPES en 2010, avec le nombre requis de postes,
- le rétablissement des 1030 emplois supprimés en 2009 dans le supérieur et la recherche.

Paris, le 11 février 2009